

ÉCONOMIQUES — Chaque mardi

Attentisme et hésitations



PAR PHILIPPE MARTIN

Les attermoissements de nos dirigeants face à la crise sont inquiétants. Il est difficile de distinguer ce qui tient de l'aveuglement sur la situation, des égoïsmes nationaux

et des blocages politiques. Les gouvernements européens, d'abord, incapables de se coordonner, comptent sur leurs partenaires commerciaux pour faire la relance à leur place. On retrouve ici un résultat simple et bien connu de la théorie des jeux : si une action (la relance budgétaire) bénéficie en partie aux autres joueurs (les partenaires commerciaux), chacun a intérêt à ne rien faire ou très peu. Cela alors même que tous

On ne discute que maintenant, c'est-à-dire trop tard et sous la pression sociale, de mesures de relance du pouvoir d'achat, en particulier en faveur des revenus les plus modestes.

s'accordent sur le fait que chaque pays serait dans une meilleure situation si tous relançaient. On a aussi assisté à une variante : un plan tonitruant est annoncé mais, lorsqu'on regarde en détail les chiffres, on se rend compte que les effets attendus pour 2009 risquent d'être très limités. C'est la conclusion d'un rapport récent de Bruegel, un *think tank* européen.

La dissonance entre l'annonce et la réalité vient en particulier des mesures de trésorerie en faveur des entreprises, qui ne peuvent être assimilées à une dépense puisqu'il ne s'agit que de prêts subventionnés. Du coup, les plans de relance ne représentent au mieux qu'environ 0,8% du PIB en moyenne en Europe. La France est en dessous, à 0,7%. On est loin de la cible de 1,2% du PIB, proposée par la Commission européenne, qui paraissait déjà modeste. Celle-ci, dont le rôle aurait dû être de coordonner les plans de relance, a failli à sa mission. Il ne s'agissait pas d'avoir le même plan dans tous les pays européens, mais de se mettre d'accord sur des objectifs chiffrés et vérifiables, avec des effets rapides. De nouvelles mesures vont être discutées dans les semaines qui viennent. C'est le cas en France après l'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy avec ce paradoxe qui en dit long sur les hésitations du pouvoir : on commence par un modeste plan de relance, centré sur l'investissement public et les entreprises, qui portera ses effets au mieux en fin d'année et on ne discute que maintenant, c'est-à-dire peut-être trop tard et sous la pression sociale, de mesures

en faveur du pouvoir d'achat, en particulier pour les revenus les plus modestes, mesures qui auraient pu avoir un effet rapide sur la consommation. La relance de l'investissement public était nécessaire pour éviter que la récession se prolonge en 2010 ou 2011, mais elle aurait dû être précédée d'un plan d'aide aux plus défavorisés à effet rapide, permettant d'éviter un effondrement de la demande et une explosion de la détresse sociale dans les prochains mois.

En Europe comme aux États-Unis, les gouvernements hésitent aussi face à la pression protectionniste. L'effet attendu d'une augmentation unilatérale des tarifs sur les importations ne peut qu'être très faible, puisqu'on ne va pas taxer les importations européennes (près de 70% de notre commerce), les importations énergétiques ou les biens intermédiaires (plus de 50% de nos importations) ce qui

reviendrait à nous tirer une balle dans le pied en augmentant nos coûts de production. Ceux qui prônent des mesures protectionnistes sont incapables de préciser sur quels biens, quels pays et à quel taux les importations devraient être taxées. Ils font aussi l'hypothèse bien naïve qu'il n'y aura pas de rétorsions sur nos exportations. Dans le cas inverse, plus d'emplois seront-ils sauvegardés dans des secteurs importateurs que d'emplois détruits dans des secteurs exportateurs ? Rien n'est moins sûr. Si les pays augmentent leurs tarifs ou leurs barrières douanières, ce qui reviendra à une taxe globale sur la consommation, les gouvernements auront ainsi réussi l'exploit de déprimer le pouvoir d'achat et la demande globale.

La Banque centrale européenne, en décidant la semaine dernière de baisser son taux d'intérêt à 2%, participe aussi à l'hésitation générale. C'est une seconde erreur, après la hausse de taux qu'elle avait décidé l'été dernier. Parce qu'abaisser rapidement (comme la Federal Reserve aux États-Unis) son taux d'intérêt à zéro signifierait qu'elle ne pourrait pas aller plus bas, elle semble préférer ne pas agir du tout plutôt que d'utiliser ses cartouches. Alors que la situation requiert une réponse d'ampleur, rapide et coordonnée qui anticipe les difficultés à venir, nos dirigeants (gouvernements et banques centrales) semblent bien attentistes. Transformer la récession en une dépression exige que les dirigeants y mettent du leur et c'est hélas ce qu'ils pourraient être prêts à faire.

Philippe Martin est professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne [Ecole d'économie de Paris].